

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4758/Add.6
7 mars 1961
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS-
FRANCAIS

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL AU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT
DE RECENTS EVENEMENTS DANS LA REGION DE LEOPOLDVILLE

Télégramme en date du 7 mars 1961 adressé au Président de la République du Congo
par le Représentant spécial du Secrétaire général au Congo

M. Joseph Kasa-Vubu
Président de la République du Congo
Tananarive, Madagascar

1. Le Secrétaire général vous a écrit de la façon la plus pressante au sujet des graves événements qui se sont déroulés à Matadi et à Banana, et a demandé que la situation soit immédiatement redressée.

2. Depuis le début de ces événements, nous sommes constamment restés en contact avec Messieurs Delvaux et Bomboko, afin d'empêcher que n'éclate entre les troupes de l'ONU et celles de l'ANC un conflit armé, dont le résultat serait d'envenimer encore davantage la situation. En vue de permettre un règlement pacifique des difficultés qui ont surgi, le commandement militaire de l'ONUC a chargé l'un de ses représentants de se rendre sur les lieux en compagnie du Chef d'état-major de l'ANC, afin de rétablir le calme et d'obtenir un cessez-le-feu.

3. Malgré tous ces efforts, il est très regrettable qu'un conflit armé ait éclaté tant à Banana qu'à Matadi causant des morts et une effusion de sang inutiles, et envenimant les rapports existant entre le personnel de l'ONUC et celui de l'ANC dans la région.

4. Il est évident que les forces de l'ONU qui sont venues à l'aide du Congo à l'heure de sa détresse n'étaient ni destinées à combattre des unités de l'Armée congolaise dotées de matériel lourd, ni équipées à cette fin. Il est donc regrettable que les forces de l'ONU aient été mises dans le cas d'avoir à se défendre contre des attaques puissantes et concertées dirigées contre des positions,

qu'elles ont mission de tenir aux termes du mandat qu'elles ont reçu du Conseil de sécurité et qui sont essentielles au maintien de toute l'action entreprise.

5. Je n'ai besoin d'entrer dans les détails ni du conflit ni de la manière dont les négociations relatives au cessez-le-feu ont été conduites du côté congolais. Le Commandement de l'ONU a clairement expliqué qu'afin d'éviter de nouvelles effusions de sang, son représentant est allé jusqu'à consentir de retirer provisoirement de Matadi les forces de l'ONU, le retrait de Banana s'étant déjà opéré. Ainsi que le Secrétaire général l'a nettement déclaré, l'ONU a, vis-à-vis de la base de Banana, des responsabilités de surveillance dont elle doit continuer de s'acquitter; de son côté, le port de Matadi est d'une importance vitale pour les opérations de l'ONUC dont il constitue l'une des principales lignes de communication.

6. Les graves événements de Matadi et de Banana ont été le point culminant d'une série de faits qui ont abouti à engendrer des sentiments de crainte et de tension dans l'esprit des soldats de l'ANC et de ceux des Nations Unies. Je voudrais à cet égard me référer aux déformations et erreurs d'interprétation systématiques de la résolution du Conseil de sécurité en date du 21 février, auxquelles on a donné le plus libre cours pendant la quinzaine écoulée. Je n'ai pas besoin d'entrer dans les détails de ladite résolution, le Secrétaire général vous ayant exposé dans sa lettre du 27 février, (S/4752 Annexe IV) avec toute la clarté possible, les intentions du Conseil de sécurité qui ont inspiré ce texte.

Malgré la clarté des explications ainsi données, les autorités responsables ont continué d'interpréter de façon erronée les intentions des Nations Unies au Congo ainsi que les conséquences de la résolution en question. Il me suffira de citer votre propre allocution radiodiffusée du 27 février; la conférence de presse tenue par M. Adoula le 2 mars; l'appel radiodiffusé de M. Kazadi aux réservistes; le premier bulletin d'information publié par le Commandement de l'ANC; la campagne de dénigrement et d'informations tendancieuses menée dans la presse congolaise au sujet des Nations Unies; toutes choses clairement révélatrices d'une incitation délibérée de l'Armée congolaise à des actes de violence contre l'opération des Nations Unies au Congo.

7. Ces déclarations publiques enflammées ont eu pour effet immédiat de créer des sentiments de crainte, de méfiance et de haine à l'endroit de l'action de l'ONU, sentiments qui ont trouvé leur expression dans des actes de violence brutaux contre le personnel de l'ONU, pendant et après le week-end du 26 au 27 février 1961. Seule la modération exemplaire dont ont fait preuve les troupes des Nations Unies en face de graves provocations a empêché la situation de s'envenimer plus encore.

8. Dans la région du Bas-Congo, cependant, les troupes de l'ANC ont commencé à faire preuve, à l'égard du personnel des Nations Unies installé dans la région, d'une agressivité nouvelle, ainsi qu'il ressort des vexations et des restrictions injustifiées dont les membres du personnel de l'ONU ont soudainement eu à souffrir sur les routes et les aéroports, en même temps que des troupes et patrouilles de l'ANC, fortement armées, faisaient preuve d'une activité exceptionnelle. Les graves incidents de Matadi et Banana ont marqué le point culminant de cette campagne dirigée contre les Nations Unies.

9. Alors que les Nations Unies se sont employées de toutes les façons possibles à obtenir le redressement de la situation par des moyens pacifiques, y compris d'incessantes négociations, il est regrettable que les récents événements, que, j'en suis assuré, vous devez déplorer tout autant que les Nations Unies, aient été représentés comme une défaite militaire pour notre Organisation. Je me contenterai de vous renvoyer à l'allocution radiodiffusée prononcée le 6 mars par M. Delvaux et à la conférence de presse qu'il a tenue aujourd'hui alors qu'avaient lieu des négociations entre l'ONU et les autorités congolaises. De telles déclarations ne peuvent que faire tort à la réputation internationale du Congo.

10. Je n'ai pas besoin de souligner à nouveau combien il est essentiel pour les Nations Unies de recommencer à s'acquitter des responsabilités qui sont les leurs à la base de Banana et de rétablir leur position à Matadi, où 31 transports des Nations Unies sont attendus au cours des trois semaines qui viennent. Nous espérons fermement que la position des Nations Unies sera rétablie en ces lieux dans l'avenir immédiat par des moyens pacifiques. Nous sommes disposés à discuter dans un esprit de compréhension mutuelle la question des procédures et modalités qui permettraient d'aboutir à ce résultat, étant naturellement entendu que le

déploiement d'unités nationales opérant sous le drapeau des Nations Unies est une affaire qui relève exclusivement de la compétence du Commandement des Nations Unies. Afin de rendre les négociations plus aisées, j'espère que vous voudrez donner des instructions immédiates en vue du retour des 11 soldats des Nations Unies portés manquants et qui se trouveraient aux mains des troupes congolaises, et de la restitution rapide des armes et de l'équipement restés à Matadi, mesures auxquelles M. Delvaux a donné son consentement dans l'accord qui a précédé le cessez-le-feu, ainsi que pour la réinstallation pacifique des unités des Nations Unies dans leurs positions de Banana et Matadi dans des délais aussi brefs que possible.

J'ai à peine besoin de souligner que la communauté mondiale, représentée par les Nations Unies, ne saurait tolérer une situation dans laquelle elle se verrait expulsée par la force de positions essentielles à ses opérations au Congo, ni se laisser asphyxier à la suite d'une action locale dirigée contre elle.
